

## Retraites

Par Jacques Garello\*, professeur émérite à l'université d'Aix-Marseille

### Capitalisation : un gros mot ? Face à la propagande mensongère des bénéficiaires du système actuel, il faut rétablir la vérité : seuls les fonds de pension ont un avenir.



PHOTO: JEAN VALMONDE

Après la non-réforme des retraites, consistant à payer plus pour avoir moins, on va peut-être en venir aux choses sérieuses, c'est-à-dire à l'introduction d'une dose de capitalisation dans le système actuel, troisième pilier destiné à compenser les deux autres piliers branlants : le régime général par répartition et les complémentaires. Plusieurs sondages ont fait apparaître que plus de 80 % des Français étaient en faveur de la création et du développement de comptes personnels d'épargne retraite, ce qui signifie en clair la capitalisation.

Mais pourquoi la capitalisation reste-t-elle, pour beaucoup de Français, un gros mot que l'on n'ose pas prononcer, un système que l'on ne veut pas adopter ? Je pense à deux raisons essentielles : la peur de la finance, le rejet du capitalisme. L'une est le fruit de l'ignorance, elle peut s'expliquer. L'autre est le produit de l'idéologie et on ne saurait l'admettre.

Les fonds de pension font peur. On évoque toujours les mêmes affaires de faillites, en particulier celles des fonds de pension de sociétés Enron (aux États-Unis) et Maxwell (au Royaume-Uni). Dans les deux cas, les dirigeants ont puisé dans les caisses des fonds de pension et les retraités ont tout perdu. Mais, d'une part, il s'agissait de fonds d'entreprises (et non pas de fonds financiers), d'autre part, il s'agissait de vols purs et simples (qui ont été pénalement sanctionnés). Les voleurs existent dans toutes les professions.

La crise financière n'a pas arrangé les choses. Certes, les fonds de pension financiers ont perdu un bon tiers de leur capital durant les années de crise, entre 2008 et 2010. Mais elles ont pratiquement récupéré leurs pertes depuis lors et la sécurité d'un fonds s'apprécie à long terme, puisque l'argent est placé et fructifie sur des périodes de dix ans (risque faible), vingt ans (risque très faible), ou trente ans (risque nul).

Les fonds de pension sont-ils réellement rentables ? On peut tenir pour décent un taux brut de remplacement de 80 % (rapport entre la pension mensuelle et le dernier salaire perçu). Cela sup-

pose un taux de rendement réel (hors inflation) de 3 % l'an. Plusieurs études sur une très longue période font apparaître une rentabilité entre 5 et 9 % suivant la composition des portefeuilles (les actions sont plus rentables que les obligations). Actuellement, pour un salaire moyen, le taux de remplacement est de 50 % en France et de 60 % en moyenne dans les pays de l'OCDE, alors que les pays à système de capitalisation versent parfois des pensions supérieures au dernier salaire (105,5 % aux Pays-Bas).

Enfin, la finance fait peur parce que c'est un monde mystérieux, où les plus déshérités ne trouvent pas leur compte. L'État ne doit-il pas les assurer malgré eux ? En fait, la solution est simple : obligation d'avoir une attestation d'assurance (comme pour une voiture) et chèque retraite pour ceux qui n'ont réellement pas les moyens de garnir leur compte avec leur propre épargne. Ce "filet social" doit fort heureusement avoir un caractère exceptionnel.

Pour leur défense, il faut reconnaître que les Français sont victimes d'une propagande qui dénonce la capitalisation comme un système d'exploitation capitaliste. Le mot "capitalisation" est un gros mot parce qu'il évoque la finance, les banquiers, les riches, la lutte des classes et tout ce qu'enseigne la vulgate marxiste.

Cette propagande n'est pas seulement idéologique, elle est aussi corporative. De très nombreux adversaires de la capitalisation bénéficient d'un régime de faveur et ont la perspective de retraites confortables. Voilà pourquoi ils n'ont cure de la ruine des retraités du régime général et s'ils hurlent aujourd'hui contre la réforme, ils s'en réjouissent plutôt, parce que toute réforme leur semble nuisible.

Il serait grand temps de se libérer des fables qui circulent autour de la capitalisation et de remettre le mot au cœur du débat sur la réforme des retraites. Restera ensuite à gérer la transition de la répartition à la capitalisation : dans 51 pays, on a su le faire. Pourquoi pas en France ? ●

\* Auteur de "Futur des retraites et Retraites du futur" (en collaboration avec Georges Lane, 3 tomes, Librairie de l'université d'Aix-en-Provence, 2008).